

Brochure n° 3615

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 7014. – ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT**  
**DE CHEVAUX DE COURSES AU GALOP**

---

AVENANT N° 70 DU 19 JANVIER 2017  
PORTANT MODIFICATION À L'ARTICLE 13 « TRAVAIL D'UN JOUR FÉRIÉ  
OU DU JOUR DE REPOS HEBDOMADAIRE »  
DE L'ANNEXE « CAVALIERS D'ENTRAÎNEMENT »

NOR : AGRS1797219M  
IDCC : 7014

---

Entre

Association des entraîneurs de galop

D'une part, et

FGA CFDT

CFTC-Agri

FGTA FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les taux applicables dans les établissements situés sur le territoire métropolitain sauf ceux situés dans les départements de l'Oise, du Val-d'Oise et des Yvelines figurant à l'article 13 « Travail d'un jour férié ou du jour de repos hebdomadaire » de l'annexe « Cavaliers d'entraînement » sont les suivants :

**« A – Jour de repos hebdomadaire**

Lorsque son horaire de travail l'appelle à prendre son repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, les heures de travail qu'il effectue le dimanche sont majorées de 85 % en sus du salaire mensuel normal, si le cavalier d'entraînement fait son horaire normal de travail.

Lorsque en raison de circonstances particulières, un cavalier d'entraînement est appelé à travailler exceptionnellement le jour de son repos hebdomadaire, il perçoit, indépendamment de son salaire mensuel normal, le salaire correspondant aux heures effectuées, sur la base des heures normales, majorées de 100 %.

**B. – Jours fériés**

Lorsque en raison de circonstances particulières, un cavalier d'entraînement est appelé à travailler exceptionnellement pendant un jour férié qui aurait dû être son jour de repos hebdomadaire, il

perçoit, indépendamment de son salaire mensuel normal, le salaire correspondant aux heures effectuées, sur la base des heures normales, majoré de 100 %.

Lorsque ce jour férié tombe un jour autre que celui du repos hebdomadaire, les heures de travail effectuées ce jour-là sont majorées de 100 % en sus du salaire mensuel normal.

Dans les deux cas prévus au paragraphe B ci-dessus, les heures travaillées peuvent, au lieu d'être rémunérées, être compensées par un repos de durée égale au nombre d'heures majorées prévues ci-dessus, à prendre au plus tard dans les 12 jours suivants. »

## **Article 2**

La date d'application des nouvelles dispositions ci-dessus est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## **Article 3**

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la DIRECCTE des Hauts-de-France.

Fait à Chantilly, le 9 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)